

# APRÈS LE 18 MARS, LE 12 AVRIL NON AU PACTE DE RESPONSABILITE

**H**ollande, Ayrault et tous les ministres le répètent depuis des semaines: le Pacte de responsabilité est au cœur de leur politique, au cœur d'un quinquennat durant lequel un gouvernement qui se dit de gauche applique sans honte les mesures voulues, dictées par le patronat.

## Tout pour le patronat

Le Pacte de responsabilité se résume à deux mesures: 30 milliards de nouveaux cadeaux aux entreprises et 50 milliards de réduction des dépenses publiques.

Les 30 milliards de nouvelles réductions des cotisations sociales constituent une offensive sans précédent contre la protection sociale avec la suppression envisagée de la plus grande part du financement de la Sécurité sociale. Le MEDEF, lui, tient ses engagements: aucune contrepartie en matière d'emploi ni en nombre ni en garantie d'embauches en CDI.

50 milliards d'économies sur les dépenses publiques, c'est des suppressions de postes dans tous les services de la fonction publique, la réduction des moyens pour les écoles, les hôpitaux, les collectivités locales, les associations, autant de mesures qui pénalisent les plus défavorisées.

## Communauté ou lutte de classes?

Domage que, dans ces moments-là, le secrétaire général de la CGT ait cru bon de déclarer: *«l'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés... et ces deux populations*



*doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté».*

Une posture qui rejoint celle d'un Montebourg ou de la direction de la CFDT. Le dialogue social n'a rien obtenu et n'a d'autre conséquence que la confusion, l'attentisme. Les signataires, CFDT, CFE-CGC et CFTC n'ont même pas obtenu des miettes malgré leur obstination à négocier.

## C'est dans la rue que ça se passera

La mobilisation du 18 mars, à l'appel de la CGT, de la FSU de FO et de Solidaires nous a permis d'exprimer largement le refus de la politique Hollande-Ayrault. Mais nous savons que depuis

des mois le gouvernement est plus sensible aux démonstrations de la droite et des patrons qu'à celles des salariéEs, jeunes, femmes ou chômeurs. Il nous faut donc poursuivre, étendre, radicaliser la mobilisation. Par entreprise, par branche, par région, il faut construire le rapport de forces, multiplier débrayages, grèves pour s'opposer à toutes les conséquences de la politique gouvernementale.

Construire l'unité dans la lutte. Préparer le blocage de l'économie. Le 18 mars ne doit donc pas rester sans lendemain. C'est le sens de l'appel à la journée de colère de gauche qu'a proposé le NPA pour le 12 avril. L'unité peut être large, au-delà des signatures de personnalités, d'organisations syndicales, politiques, associations. Dans les entreprises, dans les quartiers, dans les villes, il faut dès maintenant commencer à construire partout un front de refus du Pacte de responsabilité, de la régression et de la répression sociales, de toute la politique, gouvernementale.